

ANTHROPEN

Le dictionnaire francophone d'anthropologie ancré dans le contemporain

EXTRACTIVISME(S)

Langlois, Marie-Dominik
Université d'Ottawa, Canada

Magaña Canul, Rolando Iván
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Canada

Date de publication : 2023-03-16

DOI : <https://doi.org/10.47854/anthropen.v1i1.51731>

[Voir d'autres entrées dans le dictionnaire](#)

L'extractivisme est un concept qui provient d'intellectuels d'Amérique du Sud, dont le chercheur uruguayen Eduardo Gudynas (2009), la sociologue argentine Maristella Svampa (2013) et l'économiste équatorien Alberto Acosta (2013). Il vise à analyser d'un point de vue critique l'industrie des ressources naturelles, un secteur dominé par les pays du Nord global, y compris la Chine. Les analyses de ces chercheurs sont fortement influencées par la théorie de la dépendance des années 1960 et 1970. Cette théorie met en évidence les places occupées d'une part par les pays du Nord au centre du pouvoir politique et économique comme consommateurs et transformateurs des produits de l'extraction et, d'autre part, les pays du Sud à la périphérie comme producteurs, dont la distribution des places repose sur des relations sociales et économiques inégales historiquement produites pendant le développement et l'expansion du capitalisme (Gunder 1991).

Si cette dichotomie décrit largement la réalité latino-américaine (Dos Santos 1978 ; Escobar 1995) et africaine de la seconde moitié du XX^e siècle (Basse 2020 ; Fanon 1952 ; Frenoux 2018 ; Greco 2020), elle nous fait cependant oublier qu'il existe aussi à l'intérieur du Nord des « zones de sacrifice » où se développent les projets extractifs et qui s'avèrent souvent être des territoires autochtones. Trop souvent, l'accès aux ressources et les prédatons causées par

ISSN : 2561-5807, Anthropen, Université Laval, 2021. Ceci est un texte en libre accès diffusé sous la licence CC-BY-NC-ND, <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Citer cette entrée : Langlois, Marie-Dominik et Rolando Iván Magaña Canul. (2023-16-03), *Extractivisme*. Anthropen. <https://doi.org/10.47854/anthropen.v1i1.51731>

les industries extractives sont pensés et traités séparément, mais le fait de s'interroger sur la consommation de ressources des sociétés multinationales extractives permet de mettre au jour tant le lien entre le développement des sociétés industrielles du Nord ou la Chine et les difficultés d'existence des populations aux zones sacrifiées au développement. Ceci amène Ye, Van der Ploeg, Schneider et Shanin (2020) à conclure que l'extractivisme ne prend pas seulement place dans des endroits dispersés, mais qu'il constitue une partie centrale du capitalisme global puisqu'il embrasse aujourd'hui à la fois les sites d'extraction, le secteur de la finance, du commerce, des services, etc. Dans ce sens, comme le soulèvent Chagnon et al. (2022), l'extractivisme peut aussi être considéré comme un concept englobant qui permet de comprendre les processus découlant de l'accumulation contemporaine du capital à l'échelle globale et qui organisent la vie humaine et non humaine en la conditionnant.

La notion a percolé le champ des études latino-américaines, africaines et, plus récemment, européennes. Elle pénètre peu à peu les études sur les ressources naturelles et, dans une moindre mesure, celles sur les peuples autochtones. Cependant, bien que de nombreuses traductions en anglais et en français soient disponibles, les barrières linguistiques et géographiques, en plus de celles disciplinaires, expliquent en partie que le concept ne soit pas abordé par l'anthropologie des industries extractives ou de la mine, comme en témoignent les entrées (Filer 2018 ; Golub 2019 ; Smith et Kirsch 2018) dans la *Cambridge Encyclopedia of Anthropology* ou l'*International Encyclopedia of Anthropology*.

L'extractivisme au sens large n'est pas la simple extraction de ressources naturelles, mais un mode d'extraction « façonné d'une manière particulière » (Ye *et al.* 2020 : 156). Dans ce sens, il représente un type de rapport à la terre et au territoire devenu hégémonique. L'extractivisme se réfère à un mode d'accumulation reposant principalement sur des activités d'extraction (modèle d'économie « souterraine ») de ressources naturelles comme les minéraux, les hydrocarbures, l'eau, le bois, ainsi que de matières premières issues de l'agriculture (notamment aliments du bétail ou biocombustibles), de la sylviculture et de la pêche, qui ne sont pas ou peu transformés localement et dont la production est destinée aux marchés internationaux (Chiasson-LeBel 2016 ; Rivera Andía et Vindal Ødegaard 2019). Par extension, on inclut dans la catégorie « extractivisme » les projets d'infrastructure de grande envergure servant à faciliter l'accès aux projets extractifs et le transport des ressources naturelles. Acosta soulève que l'intensité de l'extraction fait en sorte que des ressources renouvelables sont extraites à un rythme si rapide qu'il ne permet pas leur reproduction et les transforme ainsi en ressources non renouvelables. Puisqu'il s'effectue à grande échelle, l'extractivisme participe à l'accaparement des terres (Caouette 2016) et à l'accumulation par dépossession (Harvey 2017), où le

territoire et la richesse deviennent concentrés entre quelques mains en raison des politiques néolibérales. À cause de l'emprise qu'exercent les opérateurs de l'extraction sur le territoire et de l'importance des acteurs privés et du secteur financier dans le fonctionnement de l'extractivisme, il est commun aujourd'hui d'étendre le concept à des industries qui ne sont pas à proprement parler des ressources naturelles, comme le tourisme (Loperena 2017) ou le développement immobilier urbain (Viale 2017).

Quelle est la temporalité de l'extractivisme ? Pour Acosta (2013), l'extractivisme est un mode d'accumulation qui a commencé il y a plus de 500 ans avec la colonisation. Il s'agit d'un mécanisme de pillage et d'appropriation tant coloniale que néocoloniale : il y a donc une continuité et celle-ci s'inscrit dans les rapports économiques entre la périphérie et le centre. D'autres, comme l'historien Allan Greer (2019), considèrent plutôt que, si l'extractivisme partage des affinités avec l'impérialisme et le colonialisme, son mode opératoire et sa temporalité sont distincts, car il s'agit d'un phénomène essentiellement contemporain qui prend toute son intensité dans le contexte du boom des ressources de la fin du XX^e et du début du XXI^e siècles.

L'extractivisme est-il le fait du néolibéralisme ? Si pour certains auteurs, le concept prend toute son ampleur dans le contexte de l'exportation à grande échelle de matières premières (Svampa 2013), de la libéralisation des marchés et de l'assouplissement des réglementations (Gudynas 2009), il ne se limite pas à la gouvernance néolibérale mais est bien présent dans les pays latino-américains dits de gauche. Cette capacité de l'extractivisme de se déployer tant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique amène Svampa (2013) à postuler la présence d'un consensus sur les matières premières en Amérique latine. Ce consensus s'articule autour de la reprimarisation des économies, laquelle passe par le développement de projets de développement basés sur l'extraction et orientés vers l'exportation. La mise en œuvre de ce type de développement (dont la remise en question est rendue impossible par ses promoteurs, d'où la notion de « consensus ») compte sur un rôle sélectif de l'État pour assurer la « sécurité juridique » à travers un cadre normatif et des politiques favorables aux investissements directs étrangers extractifs et vient souvent de pair avec l'autoritarisme. Selon Acosta (2013), la « déterritorialisation » est un processus par lequel l'État d'une part délègue certaines de ses responsabilités aux entreprises qui créent des enclaves extractives et gèrent les demandes sociales, et d'autre part, se transforme en état policier en réprimant les victimes et critiques des projets extractifs et en militarisant les territoires d'extraction. Le système de justice participe aussi à cet état policier, en appuyant tacitement ou activement les pratiques de criminalisation de la protestation.

Si le consensus des matières premières est bien présent sous des régimes néolibéraux comme ceux dits post-néolibéraux, il faut cependant apporter quelques nuances puisque son mode opératoire est différent s'il se déploie sous la gouvernance néolibérale ou celle dite « progressiste » (dont la destruction des écosystèmes complexes est la même). Selon cette dernière variante, qui a été qualifiée de « néoextractivisme », de « néo-développementalisme » ou de « progressiste » (voir Klein 2014 : 208-211), l'État use d'extractivisme à des fins de redistribution. La distribution de la rente extractive aux secteurs de la population traditionnellement marginalisée, comme les secteurs populaires et autochtones, a certes offert de nombreux avantages pour certains groupes qui y trouvent leur compte, tandis que d'autres subissent les impacts des projets extractifs (voir Postero 2017). Cette variante, présente notamment en Bolivie et en Équateur, cohabite aussi – mais non sans tension – avec de nouvelles approches critiques, comme la décolonisation, le *buen vivir* (vivre bien), les droits de la nature et la mise en place d'un État plurinational (très controversé). Cependant, malgré la présence d'un État d'apparence fort, celui-ci demeure libéral (Postero 2017) et vulnérable au capital transnational, en raison de son inscription dans le marché international dans une position subordonnée au capitalisme transnational (Gudynas 2009).

Acosta (2013) souligne que ces impacts sont causés par le choc de processus aux temporalités diverses, certaines étant très longues, d'autres très courtes. Les mines à ciel ouvert, en cherchant à extraire le plus rapidement possible (en l'espace de 10 à 20 ans) des minéraux dont la formation géologique est le résultat de milliers d'années, détruisent et déplacent des montagnes, ce qui génère du drainage acide, un processus qui contamine les eaux de l'aquifère qui peut s'étaler sur plusieurs générations.

La multiplication des projets extractifs a généré des conflits socio-environnementaux, lesquels impliquent des acteurs entretenant des relations asymétriques avec des logiques territoriales souvent différentes sinon divergentes, comme les communautés rurales, paysannes et autochtones, les représentants étatiques et les entreprises transnationales. Cette avancée extractive sur le territoire s'opère aussi sur le corps des femmes, qui sont souvent les premières à en subir les impacts, faisant d'elles des lanceuses d'alerte de l'extractivisme (Massicotte 2019). Sur le plan des mobilisations sociales, Svampa (2013) qualifie de tournant éco-territorial cette articulation axée sur le local où s'allient des communautés, des organisations non gouvernementales (ONG) environnementales, des universitaires, jeunes et femmes. Ces alliances multiscalaires donnent lieu au partage d'expériences et de savoirs et permettent de repenser le « commun ».

Sur le plan épistémique, on voit un double mouvement associé à l'extractivisme. D'une part, les promoteurs de l'extractivisme cherchent à faire

table rase en disqualifiant comme contraire au progrès et à la modernité tout projet sur le territoire qui soit incompatible avec l'extraction, laquelle vient souvent s'imposer aux communautés, détruire la biodiversité et déstructurer les économies locales (Svampa, 2013). D'autre part, on voit émerger des mouvements de défense du territoire des critiques au modèle de développement hégémonique en retour pour proposer d'autres projets de vie qui cherchent à s'émanciper des effets discriminants de la modernité. Ces multiples projets s'inscrivent pour la plupart dans le post-extractivisme (Acosta 2013) ou post-développement (Escobar 2005, 2012).

La sortie vers le post-extractivisme doit se faire de concert avec une décroissance économique, ou du moins une absence de croissance. Le succès du post-extractivisme repose sur une transition sociale, culturelle, économique, politique et écologique. Une telle transition repose sur des institutions politiques fortes, une réorganisation de l'économie nationale et le rapport du pays à l'économie globale. En termes de secteurs économiques, il peut s'appuyer des activités manufacturières, touristiques, agricoles et du savoir, du moment où elles demeurent à échelle humaine sans détruire la nature. Ceci passe par la dé-commercialisation de celle-ci et de mettre fin à sa subordination à des fins économiques. Le post-extractivisme implique aussi de concevoir de nouvelles façons d'envisager les rapports entre humains et non-humains, d'une vision anthropocentrique à des visions socio-biocentriques. À ce sujet, les peuples autochtones sont porteurs d'enseignements cruciaux pour repenser les rapports humains au monde, eux qui ont lutté depuis plus de 500 ans contre la colonisation, la dégradation de leurs territoires par les forces capitalistes et extractivistes de même que les épistémicides (Santos 2018) pour valoriser leurs épistémologies et ontologies relationnelles autochtones comme pièces centrales dans les nouveaux projets de vie et d'avenir (Escobar 2014).

Ceci nous amène à mentionner succinctement d'autres formes d'extractivisme qui ont émergé de la littérature critique latino-américaine, comme l'extractivisme épistémique et celui ontologique dont le concept a été développé par le sociologue portoricain Ramon Grosfoguel (2016). Celui-ci s'est appuyé sur la notion d'extractivisme cognitif de Leanne Betasamosake Simpson (2013) qui se réfère à la façon dont les scientifiques extraient les savoirs autochtones pour se les approprier, les dépolitiser et les sortir de leur contexte de production pour ensuite les subsumer aux connaissances occidentales. La sociologue aymara bolivienne Silvia Rivera signale que les pensées autochtones ou du Sud sont souvent traitées en données ou expériences par des universitaires du Nord qui, une fois extraites, les transforment à leur tour en théories occidentales, créant ainsi une hiérarchisation Nord-Sud par extraction. L'extractivisme est aussi ontologique puisqu'il réfère à une façon d'être, une forme d'existence qui hiérarchise les vies

humaines entre elles, subordonne les vies non humaines à celles humaines et transforme les relations en fonction de leur valeur d'extraction.

Enfin, le concept est sorti du champ des études latino-américaines et de celles sur les ressources naturelles pour être appliqué dans d'autres contextes. On note de plus en plus des usages du concept d'extractivisme à des catégories humaines. Par exemple, Jen Preston (2017) qualifie d'extractivisme racial le recours aux travailleurs migrants temporaires engagés comme main d'œuvre bon marché et peu qualifiée pouvant être importée et exportée au gré de l'industrie d'extraction de pétrole de sables bitumineux. Les travaux de Julia Morris (2019, 2020) mettent en évidence comment les réfugiés, en vertu du Pacte de la Jordanie, sont considérés comme des commodités humaines et utilisent la notion d'extractivisme pour « mieux saisir comment la valeur est extraite des migrants et des personnes déplacées aux dépens de leur bien-être » et comment l'aide humanitaire aux réfugiés peut devenir un secteur industriel lucratif construit sur une division Nord-Sud du travail et du financement. Dans un autre registre, Christa Wichterich (2020) explore comment l'extractivisme peut s'appliquer au domaine du soin et aux travailleuses du soin (*care*), qui sont souvent des migrantes transnationales ayant été « importées ». Ainsi convient-il aujourd'hui de parler d'extractivismes au pluriel, puisque plusieurs sens sont désormais octroyés à la notion.

Remerciements

Merci à Karine Vanthuylne, Zaïna El Guerrab, ainsi qu'aux pairs évaluateurs anonymes pour leurs commentaires.

Références

Acosta, A. (2013), « Extractivism and Neoextractivism: Two Sides of the Same Curse », *Beyond Development: Alternative Visions from Latin America*, vol. 1, p. 61-86.

https://www.tni.org/files/download/beyonddevelopment_extractivism.pdf.

Bassey, N. (2020), « Les populations africaines victimes de l'extractivisme », *EcoRev*, n°49, p. 73-86. <https://doi.org/10.3917/ecorev.049.0073>.

Chagnon, C.W., F. Durante, B.K. Gills, S.E. Hagolani-Albov, S. Hokkanen, S.M. Kangasluoma et O. Ollinaho (2022), « From Extractivism to Global Extractivism: the Evolution of an Organizing Concept », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 49, n°4, p. 760-792. <https://doi.org/10.1080/03066150.2022.2069015>.

Chiasson-LeBel, T. (2016), « Neo-extractivism in Venezuela and Ecuador: A Weapon of Class Conflict », *The Extractive Industries and Society*, vol. 3, n°4, p. 888-901. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2016.10.006>.

Dos Santos, T. (1978), *Imperialismo y dependencia*. Mexico, Era.

Escobar, A. (1995), *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton et Oxford, Princeton University Press.

— (2005), « El “postdesarrollo” como concepto y práctica social », dans Daniel Mato (dir.), *Políticas de economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización*, Caracas, Faculté des sciences économiques et sociales, p.17-31.

https://www.flacsoandes.edu.ec/sites/default/files/agora/files/1273163983.el_post_desarrollo_como_concepto.pdf.

— (2012), « Más allá del desarrollo: postdesarrollo y transiciones hacia el pluriverso », *Revista de antropología social*, vol. 21, p. 23-62. https://doi.org/10.5209/rev_RASO.2012.v21.40049.

— (2014), *Sentipensar con la tierra. Nuevas lecturas sobre desarrollo, territorio y diferencia*. Medellín, UNAULA.

Fanon, F. (1952), *Peau noire, masques blancs*. Paris, Le Seuil.

Filer, C. (2018), « Extractive Industries and Development », *The International Encyclopedia of Anthropology*, p. 1-12. <https://doi.org/10.1002/9781118924396.wbiea1999>.

Frenoux, D. (2018), « Mozambique : une économie de “concessions” », *Afrique contemporaine*, n°2, p. 115-129. <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2018-2-page-115.htm?ref=doi>.

Golub, A. (2019), « Mining », *Cambridge Encyclopedia of Anthropology*. <http://doi.org/10.29164/19mining>.

Greco, E. (2020), « Africa, Extractivism and the Crisis This Time », *Review of African Political Economy*, vol. 47, n°166, p. 511-521. <https://doi.org/10.1080/03056244.2020.1859839>.

Greer, A. (2019), « Settler Colonialism and Beyond », *Journal of the Canadian Historical Association/Revue de la Société historique du Canada*, vol. 30, n°1, p. 61-86. <https://doi.org/10.7202/1070631ar>.

Grosfoguel, R. (2016), « Del extractivismo económico al extractivismo epistémico y ontológico », *Revista Internacional de Comunicación y Desarrollo (RICD)*, vol. 1, n°4. <https://doi.org/10.15304/ricd.1.4.3295>.

Gudynas, E. (2009), « Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo », *Extractivismo, política y sociedad*, vol. 187, p. 187-225. <https://we.riseup.net/ecopol/gudynas-e-2009-diez-tesis-urgentes-sobre+638780>.

Gunder, A. (1991), *El desarrollo del subdesarrollo. Un Ensayo Autobiográfico*. Caracas, Nueva Sociedad.

Harvey, D. (2017), « The “New” Imperialism: Accumulation by Dispossession », in K.B. Anderson et B. Ollman, *Karl Marx*, Londres, Routledge, p. 213-237.

Klein, N. (2014), *This Changes Everything: Capitalism vs the Climate*. New York, Simon & Schuster.

Loperena, C. A. (2017), « Honduras is Open for Business: Extractivist Tourism as Sustainable Development in the Wake of Disaster? », *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 25, n°5, p. 618-633. <https://doi.org/10.1080/09669582.2016.1231808>.

Massicotte, M.-J. (2019), « La défense du territoire et la participation des femmes autochtones aux luttes anti-extractivisme au sud du Mexique », *Recherches féministes*, vol. 32, n°2, p. 75-93. <https://doi.org/10.7202/1068340ar>.

Morris, J. (2019), « Violence and Extraction of a Human Commodity: From Phosphate to Refugees in the Republic of Nauru », *The Extractive Industries and Society*, vol. 6, n°4, p. 122-1133. <https://doi.org/10.1016/j.exis.2019.07.001>.

— (2020), « Extractive Landscapes: the Case of the Jordan Refugee Compact », *Refuge - Canada's Journal on Refugees/Refuge - Revue canadienne sur les réfugiés*, vol. 36, n°1, p. 87-96. <https://doi.org/10.25071/1920-7336.40623>.

Postero, N. (2017), *The Indigenous State*. Berkeley, University of California Press.

Preston, J. (2017), « Racial Extractivism and White Settler Colonialism: An Examination of the Canadian Tar Sands Mega-Projects », *Cultural Studies*, vol. 31, n°2-3, p. 353-375. <https://doi.org/10.1080/09502386.2017.1303432>.

Rivera Andía, J.J. et C. Vindal Ødegaard (2019), « Introduction: Indigenous Peoples, Extractivism, and Turbulences in South America », in J.J. Rivera Andía et C. Vindal Ødegaard, *Indigenous Life Projects and Extractivism: Ethnographies from South America*, New York, Springer, p. 1-50. <https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-319-93435-8>.

Santos, B. d. S. (2018), *Justicia entre saberes: Epistemologías del Sur contra el epistemicidio*, Madrid, Ediciones Morata.

Simpson, L. B. (2013), « Dancing the World into Being: a conversation with Idle No More's Leanne Simpson/ Interviewer: N. Klein », *Yesmagazine.org* <https://www.yesmagazine.org/social-justice/2013/03/06/dancing-the-world-into-being-a-conversation-with-idle-no-more-leanne-simpson>.

Smith, J.M. et S. Kirsch (2018), « Mining », *The International Encyclopedia of Anthropology*, p. 1-4. <https://doi.org/10.1002/9781118924396.wbiea1307>.

Svampa, M. (2013), « Consensus des matières premières, tournant éco-territorial et pensée critique en Amérique latine », in F. Thomas, *Industries minières. Extraire*

à tout prix ? Paris, Syllepse, p. 33-47. <https://www.cairn.info/industries-minieres--9782849503850-page-33.htm>.

Viale, E. (2017), « El extractivismo urbano », in A.M. Vásquez Duplat (dir.) *Extractivismo urbano. Debates para una construcción colectiva de las ciudades*, Buenos Aires, Fundación Rosa Luxemburgo, Centro de Estudios y Acción por la Igualdad, p. 15-20.

http://www.scielo.org.ar/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1853-36552018000100009.

Wichterich, C. (2020), « Who Cares About Healthcare Workers? Care Extractivism and Care Struggles in Germany and India », *Social Change*, vol. 50, n°1, p. 121-140. <https://doi.org/10.1177/0049085719901087>.

Ye, J., J.D. Van der Ploeg, S. Schneide et T. Shanin (2020), « The Incursions of Extractivism: Moving from Dispersed Places to Global Capitalism », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 47, n°1, p. 155-183. <https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1559834>.